



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

affaires étrangères

Question au Gouvernement n° 3096

Texte de la question

PAIX AU PROCHE ET AU MOYEN-ORIENT

M. le président. La parole est à M. Jean-Luc Laurent, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean-Luc Laurent. Monsieur le ministre des affaires étrangères, depuis un an et la proclamation du prétendu califat, l'ombre de Daech plane sur l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient, et même sur l'ensemble du monde méditerranéen, dont la France fait partie.

Depuis quinze ans, une question pourrait sur place : celle de la paix entre Israël et les Palestiniens. Depuis quinze ans, il n'y a plus de processus de paix, mais une suite d'initiatives américaines de diversion entrecoupées d'événements sanglants.

M. Claude Goasguen. Cela n'a rien à voir avec Daech ! Ne mélangez pas tout !

M. Jean-Luc Laurent. Oui, monsieur le ministre, la crainte de tous aujourd'hui – amis sincères d'Israël soucieux de sa sécurité et partisans de la cause palestinienne qui veulent que justice soit rendue à ce peuple –, la crainte de tous est l'irruption à Gaza ou en Cisjordanie de Daech, qui a mené la semaine dernière une véritable offensive contre l'armée égyptienne dans le Sinaï.

Il faut se méfier des dossiers que la communauté internationale a laissés pourrir. Avec un État d'Israël isolé, avec une Autorité palestinienne affaiblie, il est difficile de ne pas être extrêmement inquiet.

À la suite du vote de la résolution parlementaire invitant à la reconnaissance de l'État de Palestine puis à la suite du veto américain au Conseil de sécurité des Nations unies, en décembre dernier, et au moment où vous êtes mobilisé par la négociation nucléaire iranienne, qui peut apporter une contribution importante à la stabilité régionale, vous avez à juste titre fait preuve d'activisme sur le dossier israélo-palestinien.

Vous avez récemment effectué une tournée au Proche-Orient. Je veux, monsieur le ministre, vous demander de dresser le bilan de cette tournée et de nous présenter les initiatives que vous comptez prendre au nom de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Je vous remercie, monsieur le député, pour cette question qui me permettra de revenir, comme vous l'avez fort bien fait, sur un conflit qui demeure pendant : la grande question israélo-palestinienne.

Vous avez eu raison de souligner au début de votre question le risque extrêmement grave que ferait peser l'insertion de Daech dans la zone de Gaza, en particulier. Daech, aujourd'hui, c'est la revendication du califat, la torture et l'assassinat. Si Daech parvenait à se saisir de la cause palestinienne, les ravages seraient immenses.

La France, quant à elle, ne baisse pas les bras. C'est la raison pour laquelle j'ai rendu visite voici quelques jours au président égyptien, au roi de Jordanie, au premier ministre israélien et au président de l'autorité palestinienne. À tous, j'ai tenu le même langage au nom de notre pays : on ne saurait rester en l'état. Il faut avancer.

En particulier, deux initiatives sont proposées à nos partenaires. La première consiste à élargir le champ de la responsabilité internationale : non pas le Quartette, qui n'a pas réussi, mais le Quartette auquel s'ajouteraient les pays arabes, qui ont beaucoup à apporter, ainsi que les pays européens qui souhaitent s'investir, afin d'accompagner la solution nécessaire à la négociation.

La seconde initiative consiste à rechercher les paramètres qui permettront de rassembler les uns et les autres dans une résolution des Nations unies.

J'ai reçu un très bon accueil du côté palestinien et du côté des pays arabes ; l'accueil fut plus réservé, voire difficile de la part des Israéliens. Quoi qu'il en soit, la France ne renonce pas et ne baisse pas les bras, car il y va de la justice, de la sécurité et de la paix ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe écologiste et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Laurent](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3096

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [9 juillet 2015](#)